

CONVERGENCE NATIONALE DES COLLECTIFS de DEFENSE et de DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS  
**APPEL DE JAPY - PARIS- 26 SEPTEMBRE**

Malgré tous les discours rassurants et les leurres agités quotidiennement, le gouvernement poursuit avec cohérence et acharnement le démantèlement des services publics, n'hésitant pas, comme dans le cas de Gaz de France, à renier publiquement ses engagements.

**Pour l'accès aux droits fondamentaux dans la liberté et l'égalité,**

- **Pour une juste redistribution des richesses et une société solidaire,**
- **Pour des choix de politique économique fondés sur la satisfaction des besoins des populations,**

**Pour l'aménagement harmonieux du territoire dans le respect des équilibres écologiques**

des services publics de qualité sont des outils indispensables à la République !

Ils constituent un patrimoine commun, le fruit de notre histoire sociale et de nos luttes. Nous n'acceptons pas d'en être dépossédés, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un bien vital comme l'énergie.

Nous appelons donc l'ensemble des salariés et des forces syndicales, les usagers et les associations, ainsi que les organisations politiques à refuser la privatisation de Gaz de France. Aucun argument sérieux ne la justifie et au contraire c'est du renforcement des synergies entre les deux entreprises publiques EDF-GDF dont nous avons besoin, pour assurer une maîtrise publique du droit d'accès de toutes et tous à ce bien, dont le caractère à 100 % public doit être définitivement reconnu.

Nous qui sommes rassemblés à JAPY, ce mardi 26 septembre, nous nous engageons à tout faire pour mobiliser massivement dans un « tous ensemble » les salariés-usagers-élus lors du 3 octobre et du SAMEDI 14 octobre qui doit être, **partout dans les départements, une grande journée de convergences.**

Nous exigeons que le gouvernement décide un moratoire pour que, globalement, il n'y ait plus aucune perte de moyens en postes comme en matériels, dans l'ensemble des services publics. Ces derniers doivent faire l'objet d'un grand débat national, institutionnellement organisé, sur leur rôle et leur mode de fonctionnement.

Il faut d'urgence une autre politique pour les services publics, pierre angulaire de toute transformation sociale progressiste, et de nouveaux droits démocratiques, tant dans le privé que dans le public, de façon à orienter réellement, à tous les échelons, État, régions, départements, les politiques publiques, dans le sens du bien commun et de l'intérêt général.

Nous agissons également pour qu'une telle démarche se multiplie dans les pays européens, pour que soient remises en cause les logiques libérales de privatisation et de domination des règles de concurrence et de rentabilité financière qui dirigent l'Union Européenne actuelle.

Parce qu'il y va de la liberté, de l'égalité, de la dignité de nos vies et celles de nos enfants, de la solidarité et de la fraternité, **NOUS VOULONS QUE VIVENT LES SERVICES PUBLICS, nous voulons une autre politique, non pas au service de la finance et des actionnaires, mais à celui des droits fondamentaux et du progrès social pour tous les êtres humains.**